

PNUD-KIBAI

[BULLETIN MENSUEL DU PNUD BURKINA FASO]

SOMMAIRE

Editorial	1
Actu	2 - 6
Bonnes Pratiques	7
Page Genre	8
Page VNU	9
La Parole à ...	10-11
Agenda et annonces	12
Détente	12

Le chiffre du mois:

19,1

C'est le pourcentage de sièges parlementaires détenus par des femmes dans le monde. Ce pourcentage augmente lentement mais sûrement. En 1995, les femmes ne détenaient que 11,3 % du nombre total de sièges. A ce rythme, il faudra encore des dizaines d'années avant d'atteindre la parité (source <http://www.ipu.org>).



Burkina Faso

EDITORIAL : OCTOBRE LE MOIS DES NATIONS UNIES

Avec la saison des pluies qui s'achève et la chaleur qui revient progressivement, le PNUD KIBAI vous propose un peu de fraîcheur pour son numéro de Septembre.

De la fraîcheur et de la nouveauté avec le démarrage – depuis le 15 septembre dernier – du projet de *Renforcement des Capacités Nationales de Gestion des catastrophes et Relèvement de Crises*. Ce projet est dans sa phase pilote dans les Régions des Hauts-Bassins et du Nord ; régions toutes deux affectées par les graves inondations de 2007.

De la nouveauté encore avec les lancements du site web *I know Politics* et l'ouverture d'un espace intitulé « Développement des capacités et Intégration régionale » sur Team Works, le réseau social professionnel du PNUD. Les deux articles qui y sont consacrés vous fourniront de plus amples informations.

Nous ne pouvons également pas faire l'impasse sur la journée Inter-



Des sinistrés de septembre 2009 se réinstallent à Yagma

nationale de la Démocratie à l'occasion de laquelle le PNUD Burkina Faso a organisé une conférence publique sur le thème « Inclusion de la jeunesse et démocratie ». Le PNUD Burkina Faso a d'ailleurs profité de l'occasion de cette Journée pour donner la parole à de jeunes burkinabé afin qu'ils puissent exprimer librement leurs attentes, leurs conceptions de la participation de la jeunesse au processus démocratique et leurs souhaits pour l'avenir de leur pays.

Nous espérons vous avoir donné l'envie de feuilleter les pages suivantes qui contiennent bien d'autres articles sur les activités du Bureau.

La rédaction

ACTU : LE PNUD BURKINA CELEBRE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LA DEMOCRATIE



A l'occasion de la journée Internationale de la Démocratie, le PNUD Burkina Faso a organisé le jeudi 15 Septembre 2011 à l'hôtel Azalai, une conférence publique sur le thème « Inclusion de la jeunesse et démocratie ».

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Programme Pays du PNUD dont la gouvernance est l'un des axes majeurs. Le Pr. Augustin Marie Gervais Loada, connu sur le plan national et international pour son expérience et sa grande capacité d'analyse des questions de gouvernance, a animé la conférence ; conférence modérée par M. Adam Boris Ouédraogo, Président du Conseil National de la Jeunesse (CNJ).

La présentation du Pr. Loada a mis l'accent sur la participation et le rôle de la jeunesse burkinabè dans le renforcement de la démocratie. Selon le Pr. Loada « *La démocratie c'est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple* », ce qui signifie l'implication de tout le monde notamment des jeunes qui sont « *non seulement l'avenir mais aussi le présent du processus démocratique* », a ajouté le Président

du CNJ.

Des progrès ont été réalisés en matière de démocratie au Burkina Faso mais il reste néanmoins beaucoup d'efforts à fournir pour la rendre plus solide et efficace. En effet, selon une étude menée en 2008 par le Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD) et cité par le Pr. Loada, les gens confirment bien qu'il existe une démocratie au Burkina Faso mais que celle-ci est fréquemment confrontée à des problèmes majeurs. Les jeunes sont ainsi sous-représentés sur le plan sociopolitique, ce qui fragilise davantage le processus démocratique.

Les discussions qui ont suivies l'exposé de M. Loada furent riches et accompagnées de propositions pertinentes. L'influence de la culture sur l'évolution de la démocratie a suscité moult débats parmi le public. Dans sa réponse, M. Loada a souligné que la culture africaine ne constitue pas un frein à la démocratie. Par contre, il existe d'autres facteurs qui entravent la démocratie en Afrique, il s'agit notamment de l'analphabétisme, l'ignorance, la pauvreté etc. D'autres intervenants ont constaté que les forums de

discussions et de rencontres qui sont régulièrement organisés sur ce sujet n'offrent pas réellement l'opportunité aux jeunes de participer aux prises de décisions politiques. Les avis et les préoccupations des jeunes ne sont pas pris en compte lors de ces séances de rencontre et, aujourd'hui encore, les décisions leur sont imposées par les autorités, sans réelle consultation préalable.

Cette conférence a permis aux participants, des jeunes en majorité, de s'informer et de renforcer leurs connaissances en matière de démocratie. Cependant, force est de constater que beaucoup de défis restent à relever quant à l'inclusion des jeunes dans la démocratie. Il est nécessaire que le gouvernement prenne en compte les préoccupations des jeunes, promeuve leur participation dans les sphères de décisions, et facilite leur accès à l'information. Dans le même ordre d'idée, il est nécessaire de multiplier les cadres d'échanges et les contacts entre les jeunes, les autorités politiques et les institutions démocratiques du pays.

Djidi Diarra & Rasmata Ouangraoua (Stagiaires)

ACTU : JOURNEE INTERNATIONALE DE LA DEMOCRATIE : ILS ONT DIT...

Nadège Carine OUEDRAOGO, étudiante en 3ème année de la faculté des sciences juridique et politique à l'université de Ouagadougou II



« S'il est vrai que nous, jeunes, sommes l'avenir, il est aussi vrai que nous avons besoin des adultes pour être à la hauteur »

La jeunesse doit comprendre son rôle et le jouer pleinement dans la responsabilité.

L'initiative de cette conférence est à encourager et je remercie le PNUD pour l'opportunité qu'il nous a donnée de nous exprimer. Nous, jeunes, avons un besoin crucial d'informations et de formations sur des thèmes aussi importants que la démocratie et une telle conférence répond pleinement à ce besoin. C'est très éducatif et significatif pour ma part en ce sens qu'il traduit un grand intérêt des Nations Unies pour les jeunes que nous sommes.

Et en tant que jeune, je me sens reconnue comme une composante importante et incontournable dans la réalisation des aspirations du peuple comme la liberté, la participa-

tion à la gestion des affaires publiques etc. Cette conférence a résonné en moi comme un appel à un réel engagement dans la vie politique, un appel à sortir du retrait, situation dans laquelle nombre de jeunes se trouvent aujourd'hui.

Je sors de cette conférence convaincue que je dois désormais me lancer dans la recherche d'un cadre d'expression. Être jeune ne doit pas nous donner l'impression de ne pas être à la hauteur de la vie politique. Cela représente un atout et c'est maintenant que nous devons nous impliquer pour que les choses changent dans la bonne direction.

La jeunesse a un rôle très important à jouer dans les processus démocratiques. Elle doit jouer d'abord un rôle de leadership et travailler à travers des actions citoyennes à garantir le respect des droits civiques et constitutionnels ; ensuite elle doit s'engager dans la vie politique tout en gardant à l'esprit qu'elle ne doit pas rechercher un intérêt personnel mais qu'elle doit toujours viser le bien commun. Soyons porteurs de vraies valeurs, prônons une culture de la vérité, de la démocratie, de la tolérance et de la paix pour être véritablement une jeunesse sur laquelle on puisse compter. Et surtout cultivons-nous pour avoir notre mot à dire dans le débat politique.

Cheick Fayçal TRAORE, étudiant en Histoire à l'Université de Ouagadougou et en Com-

munication et en Relations Internationales à l'Institut CERCO. Président, depuis août 2009, du Parlement des jeunes du Burkina Faso



Notre devoir est aussi celui de la formation adéquate qui donnera les qualifications et les compétences requises pour une contribution éclairée au développement national.

Les jeunes sont perçus, à tort, comme des personnes désintéressés de la politique

Cette conférence sur l'inclusion de la jeunesse est une bonne initiative. Cela m'a permis de mieux comprendre un certain nombre de situations et de lever certains préjugés. En effet, les jeunes sont souvent perçus, à tort me semble-t-il, comme des personnes désintéressées de la politique. A travers la communication donnée par le Professeur LOADA, ces préjugés ont été levés. Cela me conforte dans ma conviction que les jeunes restent des moteurs du développement. De tels cadres d'échange sont à multiplier.

—————>

ACTU : JOURNEE INTERNATIONALE DE LA DEMOCRATIE : ILS ONT DIT...

Il ne s'agit pas de réunir sporadiquement des jeunes à des occasions, mais de maintenir un cadre permanent de dialogue et surtout de soutenir l'action entreprise sur le terrain par certains acteurs. Il convient aussi de diversifier les participants afin de rendre le débat plus intense et plus axé sur le vécu réel des jeunes. Nous avons quelques fois eu l'impression d'être dans un amphi de l'université, en contact avec des théories plutôt que des situations réelles.

La démocratie ne peut se mettre efficacement en œuvre sans la frange la plus importante de la population qu'est la jeunesse. Dans cette dynamique, nous pensons que les jeunes ont le devoir de s'engager et de participer activement au développement du Pays. Le rôle de la jeunesse est celui d'un animateur dynamique et proactif de la vie de la Nation. Nous devons constituer une force de proposition, un groupe efficace de pression, afin que les politiques actuelles qui nous sont destinées soient mieux élaborées et durables pour les générations futures.

Pour cela, nous avons aussi besoin de formations adéquates qui nous donneront les qualifications et les compétences requises pour une contribution éclairée au développement national. J'en profite pour lancer un appel au PNUD et à tous les bailleurs de fonds pour accompagner les initiatives des jeunes dans le domaine de la participation citoyenne à la vie de la Nation. Mon souhait est que le PNUD crée les conditions et les cadres de dialogue qui permettraient aux jeunes du Burkina Faso de rencontrer et d'échanger avec

ceux d'ailleurs sur la participation ; cela représenterait une occasion de renforcer nos connaissances et notre expérience locale.



la jeunesse est le fer de lance du processus démocratique

Pascal ILBOUDO, « diaspo » étudiant en maîtrise de droit public à l'université de Ouagadougou.

Je suis convaincu que le « YES WE CAN » peut être une réalité en Afrique

Je pense très sincèrement que l'initiative de cette conférence est salubre mais ne devrait pas être uniquement à titre commémoratif. On devrait en faire plus régulièrement. Nous avons toujours besoin de ses tribunes pour pouvoir nous exprimer.

Tout processus démocratique ne peut se faire en marge des véritables acteurs que sont les jeunes. La jeunesse est le fer de lance de ce processus. Elle doit par conséquent se sentir impliquée. Elle doit être actrice et active. Ce sont les jeunes qui ont le pouvoir de responsabiliser nos dirigeants et renforcer l'ancrage

démocratique. C'est dommage qu'on nous laisse toujours sur la touche !

Ce que je déplore surtout c'est que le processus de démocratisation en Afrique est faussé depuis la base. La démocratie n'est pas du prêt-à-porter, ni un dogme. C'est un processus qui doit se construire dans chaque pays selon ses réalités, en tenant compte des us et coutumes comme cela s'est fait ailleurs dans le monde.

Nous sommes tous des enfants de notre chère Afrique et il est de notre devoir de la relever. Il ne s'agit pas de simuler mais d'être juste avec soi-même. Nos politiques, quelles qu'elles soient, doivent être bâties sur le modèle inductif et non déductif. Il ne suffit pas d'être assis dans des bureaux, ou participer à des conférences pour adopter des politiques de développement. Il faut au moins voir sur le terrain ce qui se passe avant d'élaborer des politiques de développement. Si nous prenons le soin d'écouter l'enfant avant de lui offrir des cadeaux à son anniversaire on se tromperait moins et on le satisferait davantage. Donc j'appelle les dirigeants à inclure davantage les jeunes dans les processus.

Quand à nous les jeunes, il est de notre devoir et même de notre intérêt de nous réveiller dès à présent parce que c'est à nous que va échoir la gestion de l'Afrique de demain. Nous devons nous engager et revendiquer des causes justes et adéquates.

Bery Dieye KANDJI

ACTU : PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES NATIONALES DE GESTION DE CATASTROPHES ET RELEVEMENT DE CRISES - DU MATERIEL LOGISTIQUE POUR FACILITER LA MISE EN OEUVRE DES ACTIVITES



Madame le Ministre et M. Karorero posant devant les trois véhicules affectés au projet.



Les équipements remis permettant le démarrage effectif du projet

Depuis quelques années le Burkina Faso a enregistré de façon récurrente des catastrophes qui ont révélé la vulnérabilité des populations et la capacité limitée des institutions nationales chargées de la gestion des catastrophes.

Le renforcement des capacités de ces institutions en matière de stratégies anticipatrices à moyen et long terme, de préparation et de réponse aux catastrophes s'est alors révélé nécessaire. C'est ainsi que, sur requête du Ministère de l'action Sociale et de la Solidarité Nationale en mars 2006, le Système des Nations Unies, à travers le PNUD a initié une série d'actions qui ont abouti à l'élaboration du projet de **renforcement des capacités nationales de gestion de catastrophes et relèvement de crises**.

Lancé en septembre 2010 à Bobo Dioulasso, le projet est en phase pilote dans les Régions des Hauts-Bassins et du Nord toutes deux durement affectées par les inondations de 2007 et qui ont surtout souffert du manque de coordination des interventions sur le terrain.

En vue de créer les conditions optimales de travail pour l'équipe de gestion du projet, le PNUD, par les mains du Représentant Résident M Pascal Karorero, a remis à Mme Clémence Somé, Ministre de l'Action Sociale, par ailleurs Présidente du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), des équipements lors

d'une cérémonie officielle tenue le 14 septembre passé.

Au total, ce sont trois véhicules 4X4 double cabine, trente-sept ordinateurs, trente et une imprimantes, du mobilier et des fournitures de bureau qui ont été mis à la disposition du projet pour permettre son démarrage effectif.

Mme Le Ministre qui a réceptionné de façon symbolique ce matériel n'a pas manqué de remercier le PNUD et tout le Système des Nations Unies. « *Nous avons reçu du PNUD un important lot d'équipements destinés à l'Unité de gestion du Projet de Renforcement des capacités nationales de gestion de catastrophes et relèvement de crises, qui a déjà connu le recrutement de 2 Volontaires des Nations Unies. J'exprime ma gratitude au PNUD pour les efforts consentis et l'accompagnement efficace apporté à mon département dans la gestion de ce projet novateur qui ambitionne d'appuyer le Gouvernement du Burkina Faso à mieux se préparer pour faire face aux catastrophes, comme préconisé dans les priorités du Cadre d'Actions de Hyōgo (CAH)* » a-t-elle déclaré .

La réussite de ce projet pilote est cruciale puisque son élaboration a déjà inspiré un programme conjoint à l'échelle des treize régions, selon M Pascal Karorero, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies. Ce dernier n'a pas manqué de réaffirmer la disponibilité des agences du Systèmes de Nations Unies à appuyer les institutions nationales pour renforcer leur

capacité à faire face à l'éventail de catastrophes auxquelles le Burkina Faso est confronté.

Bery Dieye KANDJI

En savoir plus

Le projet de renforcement des capacités nationales de gestion de catastrophes et relèvement de crises représente la contribution du Système des Nations Unies au renforcement des capacités nationales à travers les axes suivants :

- Le renforcement des capacités Institutionnelles de gestion (prévention et réponse) des risques de catastrophes par la mise à disposition de ressources additionnelles (humaines, financières et matérielles) en vue d'une meilleure coordination nationale, d'une réponse décentralisée et d'une meilleure adaptation aux changements climatiques.
- La mise en place d'un système d'information intégré sur les risques de catastrophes et des outils pour la Réduction des Risques de Catastrophes et relèvement (RRC) au niveau central et au niveau des deux Régions d'intervention pilotes (y compris au niveau communautaire).
- L'intégration de la Réduction des Risques de Catastrophes et relèvement dans le Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP), les Plans de Développement sectoriels et régionaux et leur Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT).

ACTU : 26ème JOURNEE MONDIALE DE L'HABITAT, LE DEFI DE L'URBANISATION



Les Nations Unies ont désigné le premier lundi d'Octobre de chaque année comme Journée mondiale de l'habitat. L'idée, à travers cette célébration est de réfléchir sur l'état de nos villes, sur le droit fondamental de tous à un logement adéquat, et sur le sens de la responsabilité collective pour l'avenir de l'habitat humain.

Pour 2011, la Journée mondiale de l'habitat a été célébrée le 3 Octobre sous le thème « **Villes et changements climatiques** ». Les changements climatiques sont en effet l'un des défis majeurs du développement pour le 21^{ème} siècle. Au Burkina Faso, plusieurs activités organisées par différents acteurs se sont déroulées du 03 au 08 octobre (dont une conférence publique, une marche des mal logés et des sans abris de Ouagadougou à la bourse du travail, le lancement des travaux de drainage du parc urbain BANGR-WEOGO, la 1^{ère} semaine de l'architecte Burkinabè, etc.), marquant ainsi la commémoration de cette importante journée.

Pour M. Yacouba Barry, Ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme du

Burkina Faso, le thème retenu cette année est une invite à réfléchir sur la menace permanente des catastrophes naturelles subies par notre planète du fait des changements climatiques et qui constituent de ce fait un danger potentiel pour l'économie urbaine du Burkina Faso et pour la sécurité et la paix sociale des centres urbains. « *Nous sommes interpellés à nous pencher sur les actions et initiatives à développer pour à la fois limiter notre agression quotidienne de l'écosystème et atténuer les effets néfastes des changements climatiques. Ces célébrations appellent à une prise de conscience et à un engagement politique afin de faire de nos villes des espaces de vie agréables et sécurisés pour les riches mais aussi pour les moins nantis* » a-t-il déclaré dans son message adressé à la presse.

Personne ne peut effectivement prévoir aujourd'hui la situation dans laquelle une ville va se trouver dans dix, vingt ou trente ans. Dans cette nouvelle ère urbaine où la plupart des populations vivent dans les villes, il est important de garder à l'esprit que les plus grands impacts des catastrophes

résultant du changement climatique commencent et se terminent dans les villes.

C'est là toute l'essence du discours du Secrétaire Général de l'ONU Ban Ki Moon qui a affirmé que le lien entre urbanisation et changement climatique est bel et bien réel et n'est pas exempt de danger à l'heure où l'on annonce la naissance du sept milliardième habitant de notre planète. « L'avenir dont héritera cet enfant et sa génération dépendra en grande partie de la manière dont nous répondrons aux pressions concurrentes exercées par la croissance démographique, l'urbanisation et le changement climatique » a affirmé Ban Ki Moon avant d'exhorter à l'utilisation de ressources comme les énergies éolienne, solaire ou géothermique qui contribuent à la croissance verte et à une meilleure protection de l'environnement.

Sous la présidence effective du Premier Ministre, M. Luc Adolphe Beyon TIAO, la célébration de la Journée s'est poursuivie avec le lancement des travaux de drainage du parc urbain BANGR-WEOGO ; projet voulu par le gouvernement du Burkina Faso pour marquer sa volonté de renforcer le réseau de drainage des eaux pluviales dans la ville de Ouagadougou. Toujours dans la même perspective a eu lieu le mardi 04 octobre des activités commémoratives de la semaine de l'Architecte sous le thème « Construire en responsable avec nos architectes ».

Bery Dieye KANDJI

BONNES PRATIQUES : LE PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA COMMISSION DE L'UEMOA LANCE SON PROPRE ESPACE DE GESTION DES CONNAISSANCES SUR LE RESEAU TEAMWORKS



Le Projet d'Appui au Renforcement des Capacités de la Commission de l'UEMOA, fruit d'un partenariat entre la Commission et le PNUD, a les objectifs suivants :

- Doter la Commission d'un plan stratégique pluriannuel soutenant le processus de changement de l'organisation et reflétant sa vision et ses ambitions ;
- Doter la Commission d'une structure organisationnelle efficace ;
- Renforcer les capacités opérationnelles et d'exécution de projets de la Commission ;
- Renforcer les capacités humaines et institutionnelles de la Commission.

Le Projet a créé sur le réseau TeamWorks – la plateforme mondiale de gestion des connaissances du PNUD – un espace de partage des connaissances dédié à la thématique «Développement des

capacités et intégration régionale » qui lui permet de partager et disséminer son expérience mais aussi de capitaliser sur celles des autres.

Cet espace est facile d'utilisation et ouvert, sur simple invitation, à toutes celles et ceux qui souhaitent partager leurs connaissances et/ou en savoir plus sur la thématique précitée. Plus généralement, il a pour ambition d'offrir une plateforme commune de dialogue, d'échanges d'idées et de réflexions aux acteurs impliqués dans l'intégration régionale et qui souhaitent :

- Promouvoir les initiatives de renforcement des organisations régionales;
- Débattre et échanger sur le développement des capacités au niveau des organisations régionales et ;
- Suivre la mise en œuvre du Projet d'Appui au Renforcement des Capacités de la Commission de l'UEMOA.

La structure de l'espace permet à la fois de poster des articles, télécharger des documents et des photos, entretenir un blog, organiser des forums de discussions et annoncer des événements.

Le Projet d'Appui au Renforcement des Capacités de la Commission de l'UEMOA entend lancer les premières discussions en Octobre 2011 et a d'ores et déjà invité un certain nombre d'experts et de représentants d'organisations régionales (CEMAC, COI, UMA) à rejoindre l'espace.

Au-delà de la gestion des connaissances proprement dit, le Projet entend également faire la promotion de ses activités et mettre en œuvre la stratégie de communication qu'il s'est fixé.

Adama Traoré

PAGE GENRE - FEMMES ET POLITIQUE : LANCEMENT DU SITE WEB "I KNOW POLITICS" AU BURKINA FASO

iKNOW Politics en image



L'accès des femmes et des filles à l'information est important car il contribue à l'atteinte des OMD, à la démocratie représentative et à la bonne gouvernance. C'est pour cette raison que le PNUD appuie le projet 'I know

politics' à travers son programme de Gouvernance Démocratique. Ce programme a pour objet de développer les capacités des femmes qui, qu'elles soient membres de partis politiques ou candidates indépendantes, se préparent à s'engager dans l'action politique. C'est dans ce cadre que le site web « *i know politics* » a été lancé au Burkina Faso en Juin dernier.

International knowledge Network of Women in Politics ou encore "I know Politics", est un projet commun du PNUD, UNIFEM, NDI, IDEA et UIP. Il a pour objectif d'accroître la participation des femmes à la vie politique et de leur donner plus d'efficacité grâce à un forum interactif rendu possible par la technologie.

Ce site web vise la participation inclusive et effective de tous, particulièrement les femmes dans l'engagement politique afin d'accélérer le processus de développement humain durable et la promotion de la bonne gouvernance.

Le site web offre plusieurs possibilités aux utilisateurs comme l'accès à une bibliothèque en ligne, la création du savoir grâce au forum de débats et l'échange d'expériences. Ces utilisateurs sont composés d'élus, de candidates, de dirigeants, de membres de partis politiques, de chercheurs, d'étudiants et d'autres praticiens désireux de dévelop-

per la participation des femmes à la politique.

Selon Madame Mariam Pangah, Directrice Pays Adjointe du PNUD, « *Le lancement de i know politics permettra aux burkinabè de connaître et d'accéder à un puissant outil de réseautage, de partage d'expériences entre acteurs de plusieurs horizons ainsi qu'à un espace convivial disponible aux utilisateurs des quatre langues suivantes: anglais, arabe, français et espagnol* ».

Le PNUD coordonne un réseau mondial de connaissances axé sur l'égalité des sexes. Ce réseau est un atout précieux pour 'I know politics' car il rassemble plusieurs acteurs qui traitent des questions de genre.

L'extension de 'I know politics' au Burkina constitue un véritable moyen pour les femmes de faire entendre leur voix, d'être informées et de pouvoir participer aux prises de décisions politiques du pays.

En savoir plus :

<http://www.iknowpolitics.org>

Djidi Diarra / Rasmata Ouangraoua, stagiaires

PNUD-KIBAI

UN
Volontaires

PAGE VNU : BOSQUET DE L'AIV+10



Les participants à l'opération bosquet AIV+10

Faso. C'est un acte écologique visant à promouvoir un cadre de vie propice et un développement durable.

A terme, ce bosquet, pourra servir de cadre de détente, de réflexion et de loisir aussi bien aux volontaires qu'aux populations de la ville de Ouagadougou. C'est pourquoi, toutes les mesures ont été prises afin d'assurer la réussite des plans en dépit de la saison pluvieuse qui tire à sa fin.

Depuis l'adoption du plan d'action de l'AIV+10 au Burkina Faso, la mise en œuvre des actions planifiées se poursuit de façon satisfaisante. En effet, dans la matinée du samedi 17 août 2011, le comité national d'organisation a tenu à marquer d'une pierre blanche l'AIV+10 en organisant la mise en terre d'environ quatre cent plants à Karpala au secteur 30 de la ville de Ouagadougou.

Une cinquantaine de volontaires nationaux et internationaux de différents corps se sont mobilisés pour la circonstance malgré la forte pluie qui s'est abattue sur la ville très

tôt le matin. Ainsi, des jeunes plants composés d'espèces végétales telles que «*senna siéberiana*, *delonix Regia*, *peltophorum ferrugineum*, *khaya senegalensis*» et bien d'autres encore ont été mis en terre avec la participation des populations riveraines.

Ces plants ont été obtenus grâce à l'appui du Centre national de semences forestières et de la Direction régional du Centre du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.

L'activité avait une forte signification symbolique. Pour les volontaires, il s'agissait de marquer physiquement leurs présences et actions au Burkina

Au nombre de ces mesures, il y a par exemple, l'enrichissement du sol grâce au compost, la protection des plants par des grilles, l'arrosage des plants et la surveillance qui sera assurée par des personnes désignées par les riverains sous la supervision des autorités locales.

Au terme de cette matinée d'activité, c'est dans une ambiance de satisfaction générale que les corps de volontaires qui étaient fortement représentés se sont séparés tout en se donnant rendez-vous pour les prochaines activités prévues pour le mois d'octobre 2011.

La Coordination

LA PAROLE A ... : ADAM BORIS OUEDRAOGO, PRESIDENT DU CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE

PNUDKIBAI : *Qui est Adam Boris Ouedraogo ?*

Adam Boris Ouedraogo :

Je suis sociologue de formation et diplômé de l'université de Ouagadougou. Je suis dans le milieu associatif depuis plus de quinze ans. J'ai beaucoup œuvré au sein des clubs UNESCO, ce qui m'a permis de prendre part à beaucoup de rencontres internationales comme le Forum Mondial des Jeunes de l'Unesco. Mon insertion dans les réseaux internationaux de jeunes a sans doute facilité mon accession au Conseil National de la Jeunesse (CNJ). Ma candidature a fortement été appuyée par les associations de jeunes qui m'ont élu le 3 décembre 2008, lors du congrès constitutif, Président du CNJ.

PNUDKIBAI : *Parlez-nous un peu du CNJ que vous dirigez*

Adam Boris Ouedraogo : Le CNJ a été créé pour palier à une difficulté majeure : la représentation de la jeunesse dans les instances de décision. Il faut rappeler que le mouvement associatif burkinabè a connu son printemps en 1992 avec le retour de la République. Cela a engendré la création d'un foisonnement d'associations de jeunes. Il était donc nécessaire de capitaliser toutes ces compétences, toutes ces énergies jeunes en mettant en place une structure faitière nationale qui puisse être représentative de la jeunesse et pratiquer ainsi un plaidoyer plus organisé.



Faire des propositions de façon individuelle c'est bien mais ensemble c'est encore mieux. Un millier d'associations c'est plus de possibilités d'être entendu.

Avec toutes les associations répertoriées et le système de rapportage mis en place, nous avons aujourd'hui une meilleure vue sur les projets développés en droits humains, en environnement, en santé de la reproduction et en promotion du genre. Mais surtout, nous pouvons bénéficier du partage d'expérience. Ce n'est pas la peine de recréer la roue, nous répliquons juste les initiatives positives. C'est le leitmotiv du CNJ.

Grâce aux concertations que nous organisons, nous permettons aux jeunes de s'exprimer. Et c'est ce dont ils ont besoin. Les jeunes ont besoin de se sentir écoutés.

Nous recueillons leurs préoccupations et nous approchons les structures concernées pour voir ce qu'il est possible de faire.

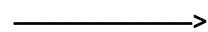
PK : *Vous avez participé à la conférence publique sur l' « Inclusion de la Jeunesse » organisée par le PNUD à l'occasion de la Journée Internationale de la Démocratie. Que vous a inspiré cette conférence ?*

ABO : Je salue l'initiative du PNUD qui a voulu associer la jeunesse à cette activité novatrice.

En tant que jeunes nous avons eu beaucoup d'informations sur la participation de la jeunesse dans la promotion de la démocratie.

Nous avons découverts les différentes formes de participation à la démocratie possibles pour les jeunes et nous allons partager ces informations. Ce que j'ai retenu c'est que nous devons être acteurs de la démocratie. Ce n'est pas seulement à l'état ou au parlement de définir les termes de la démocratie.

Les jeunes doivent s'impliquer davantage parce que nous sommes non seulement l'avenir mais aussi le présent du pays donc nous devons participer à faire du Burkina Faso une nation émergente.



LA PAROLE A ... : ADAM BORIS OUEDRAOGO, PRESIDENT DU CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE

PK : Au niveau du CNJ y a - t - il des initiatives prises pour la participation politique des jeunes ?

ABO : Le CNJ est une structure de coordination, donc nous ne faisons pas de projets spécifiques. Nos associations membres en sont chargées mais nous faisons la promotion de la participation citoyenne ce qui ne peut se faire hors du cadre démocratique. Nous faisons la promotion de la bonne gouvernance dans les associations. Nous encourageons l'expression démocratique au sein des associations, la liberté d'expression, de compétition et le respect de la décision de la majorité. Aussi la question du genre est considérée dans toutes les actions que nous entreprenons.

PK : En tant que jeune, quel rôle pensez-vous que la Jeunesse doit jouer dans les processus démocratiques ?

ABO : Il faut que les jeunes cessent d'être attentistes et qu'ils se muent en vrais acteurs, mais pas acteurs comme lors des derniers événements que le Burkina Faso a récemment vécu.

Notre pays sera ce que nous voudrons qu'il soit. Il faut que nous nous engagions un peu plus dans les domaines dans lesquels nous évoluons. Aujourd'hui nous avons un parlement des jeunes qui est une école de simulation parlementaire.

Lors du Forum Africain des Jeunes, le constat a été fait au sein des pays membres que les jeunes sont souvent victimes de leur attentisme. Si nous nous mettons en marge, nous ne pouvons qu'être marginalisés. Les politiques

ont été interpellés lors de ce forum afin qu'ils s'occupent davantage de la jeunesse. Il est important que nous puissions accéder aux sphères décisionnelles. Il ne s'agit plus d'être juste invité pendant les campagnes électorales pour faire figuration.

Nous avons la chance d'avoir au Burkina Faso un Forum National des Jeunes qui nous permet de dire ce qui ne va pas et de partager nos préoccupations. Le seul problème c'est qu'il n'y a pas de suivi des recommandations émanant de ce Forum. C'est d'ailleurs pour cela qu'au niveau du Conseil de la Jeunesse nous nous évertuons à faire respecter les engagements pris à l'issue de ce rendez-vous annuel.

Nous avons aussi un Ministère de la Jeunesse qui nous appuie beaucoup mais qui, malgré sa bonne volonté, fait face à un manque de moyens. C'est pour cela que nous préconisons que la question de la jeunesse soit traitée de manière transversale par tous les ministères, et pas uniquement au niveau du Ministère de la Jeunesse.

PK : Un message à faire passer ?

ABO : J'invite tous ceux qui croient que la démocratie est un cadre qui peut permettre au Burkina Faso de se développer à soutenir le CNJ. On ne peut avoir une démocratie active si les jeunes sont sans emploi, sans formation. Lorsque l'on est sans ressources, la démocratie et la bonne gouvernance sont des notions que l'on relègue au second plan. Le proverbe dit : *Ventre affamé n'a point d'oreille !*

Il faut un soutien dans le cadre de la promotion de l'entreprenariat jeunesse. La fonction publique a montré ses limites. Il faut promou-



voir l'auto-emploi des jeunes afin de permettre un développement. Il faut travailler à rendre effective la participation des jeunes aux organes de prise de décision.

Si les jeunes sont l'avenir, il est intéressant de les impliquer dès maintenant et les former. *On n'attend pas la veille de la guerre pour abreuver son cheval !*

PK : Le mot de la fin ?

Pour finir, je demande aux jeunes un engagement plus responsable. Le Burkina Faso ne peut se développer sans les 72% de la population des jeunes qui le compose. Il nous faut mettre notre énergie positive à la disposition de notre pays en participant de façon active à la vie politique, en participant de façon effective aux élections. Ne pas voter c'est laisser les autres décider à votre place.

J'appelle aussi les bailleurs de fonds et les partenaires à soutenir les initiatives des jeunes parce qu'à mon sens leur objectif doit être d'aider les plus faibles à se renforcer.

Propos recueillis par Bery Dieye KANDJI

**P N U D—BURKINA
FASO**

PNUD
Immeuble des Nations Unies
01 BP 575 Ouagadougou 01
Burkina Faso

Tél. : 226.50.30.67.62/63/64
Fac-similé : 226.50.31.04.70
Courriel : registry.bf@undp.org

**Visitez notre site
web : www.pnud.bf**

**Directeur de Publication
Ingrid Cylmana**

**Editeur
Philippe Athanassiou**

**Coordonnateur de la Rédaction
Mahamadi Ouédraogo**

**Rédacteurs
Dieudonné Kini
Richard Bailey
Alain Sir
Tahirou Keïta
Clarisse Coulibaly
Philippe Athanassiou
Idrissa Lamizana
Mariam Ilboudo
Bery Dieye Kandji
Mahamadi Ouédraogo**

**Stagiaires
Rasmata Ouangrawa
Djidi Diarra**

**Conception et mise en page
Mahamadi Ouédraogo**

**Photos
Philippe Pemet - Giacomo Pirozzi
et PNUD Burkina Faso**



AGENDA & ANNONCES

La quinzaine des Nations Unies au Burkina Faso aura lieu du 13 au 24 octobre 2011 sous le thème « Accélérer les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ». L'agenda prévoit la commémoration des Journées spécifiques aux agences, un débat télévisé, la célébration officielle de la Journée des Nations Unies, une œuvre de bienfaisance ainsi que des activités récréatives.

Le Directeur Général du Fonds Internationale de Développement Agricole (FIDA), Dr Kanayo Nwanze, visite le Burkina Faso depuis le jeudi

06 octobre. Au programme de sa visite, des rencontres avec des membres du Gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers, une audience avec le Premier Ministre, des échanges avec les équipes projets/FIDA, une sortie terrain et une conférence de presse. Il quittera le Burkina Faso, le dimanche 09 septembre 2011.

DÉTENTE : REFLECHISSONS UN PEU

Enoncé

Nous sommes nés de la même mère, la même année, le même mois, le même jour et à la même heure. Pourtant nous ne sommes pas jumeaux, ni même jumelles. Pourquoi ?

Nous sommes des triplés.